

Profil du milieu des affaires du Canada atlantique



Un recueil de renseignements pertinents pour faire des affaires au Canada atlantique



Atlantic Canada
Opportunities
Agency

Agence de
promotion économique
du Canada atlantique

Canada



Table des matières

1	POURQUOI LE CANADA ATLANTIQUE? UNE BRÈVE INTRODUCTION
3	LE CANADA ATLANTIQUE : UN APERÇU
3	Comment s'y rendre
4	Économie
4	Système politique
5	Développement économique
7	Climat des affaires
12	Vivre dans la région
13	Climat
14	Taux de criminalité
15	MILIEU DES AFFAIRES
15	Avantages sur le plan des coûts
16	Huit centres qui font du Canada atlantique l'endroit le plus économique où faire des affaires en Amérique du Nord
20	Imposition
22	Mesures incitatives
22	Le Canada et la loi
22	Types d'organisations commerciales au Canada atlantique
24	Lois du travail
26	La main-d'œuvre
28	Relations syndicales-patronales
28	Infrastructure de transport
29	Télécommunications
29	Énergie stable et économique
31	Prix de l'immobilier raisonnable
35	Système financier
35	Comptabilité
35	Recherche et développement (R et D)
37	CONTACTS D'AFFAIRES





Pourquoi

le Canada atlantique?

Pourquoi le Canada atlantique?

Une brève introduction

Le Canada atlantique est l'un des meilleurs endroits au monde où faire des affaires selon l'édition 2004 de l'étude *Choix concurrentiels de KPMG*¹, étude de comparaison des coûts de revient de l'entreprise la plus complète au monde.

L'étude fait l'analyse des coûts susceptibles de varier selon l'emplacement tels que le coût des terrains, de la main-d'œuvre, de l'impôt et de l'électricité. On a comparé les municipalités au Canada atlantique avec les villes d'autres pays du G7 et la comparaison a démontré que la région de l'Atlantique offre sans cesse des avantages importants sur le plan du coût de revient de l'entreprise. Voici d'autres raisons convaincantes pour investir au Canada atlantique :

- Ports en Amérique du Nord les plus près de l'Europe
- Réseau de télécommunications de calibre mondial
- Faible taux de litiges – le taux de délits civils est moins de la moitié de celui des États-Unis
- Une qualité de vie qui se compare avantageusement par rapport aux autres endroits en Amérique du Nord
- Dépenses par habitant les plus élevées au chapitre de l'éducation dans les pays du G7
- Soins de santé universels (économies importantes en matière de prestations d'assurance-santé pour les employeurs et assurance-maladie pour les employés)
- Un approvisionnement en énergie concurrentiel, fiable et abondant

Celles-ci figurent parmi les nombreuses raisons qui ont convaincu les entreprises internationales telles que Keane, Xerox, Wirsbo, EDS, Sepracor, BioVectra et Fantech Limited de choisir le Canada atlantique comme endroit où installer leurs entreprises en essor.

Si vous êtes chargé de sélectionner les marchés ou décideur d'entreprise à la recherche d'un endroit économique où faire des affaires, ce profil vous offre des renseignements pertinents et utiles sur le Canada atlantique et les avantages concurrentiels qu'il recèle.

Le Canada atlantique offre le deuxième taux d'imposition des sociétés le plus faible parmi les pays du G7.

¹ Choix concurrentiels – Guide à l'intention des PDG sur les coûts des entreprises à l'échelle internationale, www.competitivealternatives.com





Le Canada atlantique :

Un aperçu

Le Canada atlantique :

Un aperçu

Sur le plan des fuseaux horaires, de la culture et du climat, le Canada atlantique se compare étroitement aux États-Unis. Au cours de la dernière décennie, le taux de change a été généralement favorable. De 1999 à 2004, le dollar canadien atteignait 0,6849 dollars américains en moyenne, oscillant entre 0,6199 dollars américains et 0,8493 dollars américains.

Située sur la côte est du Canada, la région connue sous l'appellation « Canada atlantique » est composée de quatre provinces, à savoir le Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve-et-Labrador, la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard. Elle est entourée par la province de Québec, l'océan Atlantique et les États de la Nouvelle-Angleterre.

Elle renferme les grandes villes suivantes :

Nouveau-Brunswick

- Fredericton¹
- Moncton
- Saint John

Nouvelle-Écosse

- Halifax¹
- Sydney

Île-du-Prince-Édouard

- Charlottetown¹

Terre-Neuve-et-Labrador

- St. John's¹
- Corner Brook

Sur une population totale de 2,3 millions d'habitants, le Canada atlantique compte une population active d'environ 1,2 million de personnes. La région se targue également d'avoir des taux de roulement et d'absentéisme parmi les plus faibles en Amérique du Nord.

Le Canada atlantique abrite 19 universités de renommée mondiale, des dizaines d'installations de recherche à la fine pointe ainsi qu'un réseau complet de collèges

communautaires et d'autres établissements d'enseignement postsecondaire. Pour ce qui est du nombre de diplômés de niveau postsecondaire par habitant, la moyenne du Canada atlantique dépasse celle des États-Unis et du Canada.

COMMENT S'Y RENDRE

En avion

Des vols directs en provenance de Newark, au New Jersey, de Boston, au Massachusetts, et de Londres, en Angleterre, vous permettent d'accéder au Canada atlantique. Des vols directs en partance de villes canadiennes telles que Hamilton, Toronto, Ottawa et Montréal vous relient aux principales villes du Canada atlantique, soit Fredericton, Halifax, Charlottetown, St. John's, Moncton, Sydney, Corner Brook, et Saint John.

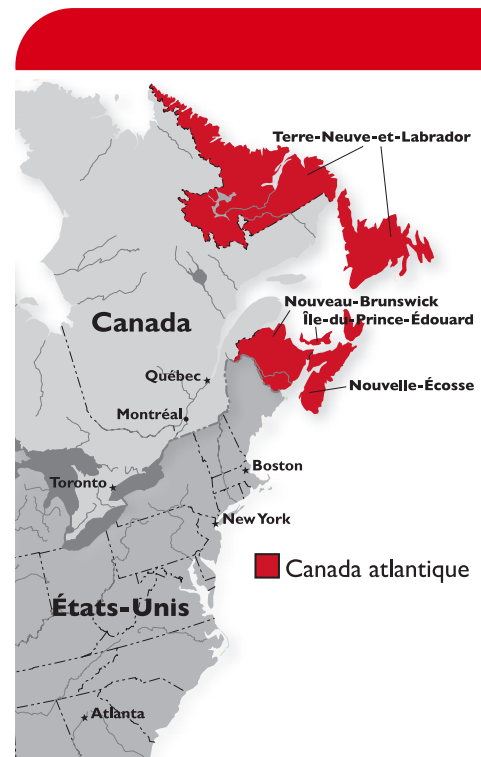
La région est desservie par plusieurs transporteurs aériens dont Air Canada, CanJet, WestJet et Delta. Les compagnies United Airlines et Continental Airlines desservent également Halifax à partir de vols en provenance de Boston et de Newark.

Desservie par 19 transporteurs régionaux, nationaux et internationaux, la ville d'Halifax, en Nouvelle-Écosse, possède le plus grand aéroport de la région.

Les compagnies Delta, USAir et PanAm offrent des liaisons directes à Boston, à New York, à Philadelphie, à Baltimore et à Washington à partir de Bangor, au Maine – un parcours de deux heures de route depuis la frontière néo-brunswickoise.

En automobile

L'autoroute américaine I-95 relie la route transcanadienne à la frontière du Maine et du Nouveau-Brunswick. La route transcanadienne s'étend d'un bout à l'autre du Canada.



Desservie par 19 transporteurs régionaux, nationaux et internationaux, la ville d'Halifax, en Nouvelle-Écosse, possède le plus grand aéroport de la région.

¹ Il s'agit de la ville qui est la capitale dans chaque province.

« Finalement, c'est la qualité de votre population et ses compétences qui sont le garant de votre réussite. C'est pourquoi l'Île-du-Prince-Édouard est un endroit idéal. Nous avons d'excellents établissements d'enseignement et de recherche, et des scientifiques réputés à la portée de la main. »

Dr Tony Lucas, chef de la direction de BioVectra, dcl. Cette entreprise fabrique des produits et offre des services dans les domaines de la biochimie et du génie protéique dans le monde entier à partir de son siège social, à l'Île-du-Prince-Édouard.

La route américaine 9 s'étend de Bangor, au Maine, à St. Stephen, ville frontière au Nouveau-Brunswick qui se situe non loin de Saint John, la plus grande ville de la province.

En train

Le Canada atlantique est relié à d'autres grandes villes du Canada par VIA Rail (service passagers) et CN Rail (service de marchandises). Les deux compagnies de chemin de fer offrent une liaison d'un bout à l'autre du pays, soit d'Halifax, en Nouvelle-Écosse, à Vancouver, en Colombie-Britannique.

ÉCONOMIE

Stimulées par les produits et les services à valeur ajoutée, les industries du Canada atlantique à base de ressources (p. ex. la pêche, l'agriculture, l'exploitation minière et les forêts) continuent d'agir comme principaux moteurs de l'économie régionale. Toutefois, en s'appuyant sur les forces inhérentes et en étant soutenus par l'intérêt gouvernemental et les partenariats, les secteurs complémentaires grandissent en importance et en ampleur.

Par exemple, propulsé par les projets pétroliers et gaziers en mer tels que Sable Offshore Energy, Hibernia et Terra Nova, le secteur de l'énergie est ressorti comme grand facteur de contribution au produit intérieur brut (PIB) régional, notamment en Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador.

En misant sur sa capacité de recherche ainsi que sur sa proximité de la mer et ses liens historiques avec elle, le Canada atlantique abrite maintenant près de la moitié du secteur des technologies de la mer au pays. L'expertise canadienne varie de la cartographie océanique, à l'identification et au traitement des aliments fonctionnels axés sur la mer, en passant par la création et la production de nouvel équipement révolutionnaire de survie maritime.

Profitant de la grande réserve de diplômés qualifiés et de l'infrastructure supérieure des télécommunications dans la région, le secteur de la TI a pris de l'expansion au cours des dernières années. Des entreprises telles que Aliant Telecom sont largement connues comme chefs de file mondiaux dans ce secteur. Dotée d'une capitalisation boursière de quatre milliards de dollars canadiens, Aliant Telecom est de loin le principal fournisseur de produits et de services en télécommunications dans la région.

Des procédés et des technologies à valeur ajoutée dans les secteurs traditionnels axés sur les ressources ont permis d'acquérir une nouvelle croissance et une économie diversifiée.

SYSTÈME POLITIQUE

Le Canada est une confédération regroupant dix provinces et trois territoires. Le pays est régi par un régime parlementaire démocratique fondé sur le modèle de la Grande-Bretagne.

Partis

À l'échelle fédérale, les grands partis politiques sont le Parti libéral du Canada, le Parti conservateur du Canada, le Nouveau Parti démocratique du Canada et le Bloc Québécois. Au Canada atlantique, sauf pour le Bloc Québécois, ces partis représentent les principaux partis provinciaux de la région.

Représentants élus

Les représentants élus à l'échelle fédérale sont connus sous l'appellation « députés fédéraux ». Le dirigeant du parti qui remporte la majorité des sièges au pays devient premier ministre du Canada.

À l'échelle provinciale et territoriale, les personnes sont élues comme représentants de leurs assemblées législatives provinciales et sont généralement connues sous le nom de députés de l'Assemblée législative. Le dirigeant du parti qui compte le plus grand nombre de

représentants élus dans chaque province ou territoire est appelé premier ministre.

Des élections à l'échelle fédérale, provinciale et territoriale doivent se tenir dans les cinq ans suivant l'élection précédente.

Budgets régionaux

Chacune des quatre provinces du Canada atlantique a une longue histoire de responsabilité financière.

Le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse équilibrent leur budget depuis plusieurs années. Maintenant, le budget de Terre-Neuve-et-Labrador est également équilibré, et l'Île-du-Prince-Édouard continue de réduire son petit déficit. En fait, deux des plus grandes entreprises de classement des investissements au monde, la Standard & Poor's et Moody's Investment Services, ont continuellement accordé des cotes de crédit positives aux provinces.

Pour ce qui est des impôts, les taux provinciaux sont stables ou en baisse.

Responsabilités et compétences

Les gouvernements fédéral et provinciaux partagent certaines responsabilités et compétences. Par exemple, la défense nationale, l'immigration et la politique étrangère relèvent du gouvernement fédéral, tandis que l'éducation et les soins de santé sont de compétence provinciale ou territoriale.

À l'échelle municipale, l'administration est dirigée par des personnes qui sont élues au conseil municipal. Connus sous le nom de conseillers, ces représentants sont responsables des infrastructures et des arrêtés municipaux dans leurs localités.

Les trois niveaux d'administration publique travaillent ensemble pour soutenir le milieu des affaires dans leurs régions respectives. Au Canada atlantique, les intervenants fédéraux, provinciaux et municipaux s'efforcent de rendre le plus facile possible la tâche aux

entreprises de s'établir et de grandir dans leurs localités.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux sont tous des promoteurs dynamiques du développement économique. À cette fin, chacun offre plusieurs programmes et services visant à encourager la croissance des entreprises et les nouveaux investissements sur leur territoire.

Chaque gouvernement provincial au Canada atlantique possède sa propre stratégie de développement et d'investissement qu'il met au point avec ses partenaires fédéraux et municipaux. Cette stratégie est habituellement dirigée par un ministère provincial distinct à qui on a confié le mandat de favoriser la croissance des entreprises et l'investissement.

Nouveau-Brunswick

Située à la frontière de l'État du Maine, la province du Nouveau-Brunswick offre une proximité géographique aux principaux marchés, une main-d'œuvre stable et bilingue (française et anglaise) et des coûts de revient de l'entreprise concurrentiels. Entreprises Nouveau-Brunswick, volet du gouvernement provincial axé sur le développement des entreprises, le commerce et les investissements, offre de l'aide financière taillée sur mesure, souvent sous forme de subventions des dépenses salariales et de prêts-subventions.

Sur le plan des investissements, le Nouveau-Brunswick cible de plus en plus son attention sur les secteurs du savoir et des ressources à valeur ajoutée.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la Stratégie de croissance des entreprises et d'investissement du Nouveau-Brunswick, voir « Vers un meilleur avenir : Plan de prospérité du Nouveau-Brunswick 2002-2012 » au site www.gnb.ca.

COTATION DU CRÉDIT AU CANADA ATLANTIQUE

Province	Standard & Poor's	Moody's Investment Services
Nouveau-Brunswick	AA-	Aa3
Terre-Neuve-et-Labrador	A-	A3
Nouvelle-Écosse	A	A2
Île-du-Prince-Édouard	A	A2

source : Standard & Poor's Rating Services

« En Nouvelle-Écosse, nous sommes enchantés par les ressources que la région du Cap-Breton a à offrir aux entreprises, et notamment la qualité de la main-d'œuvre. Les résultats de notre Centre d'interaction avec la clientèle de Sydney ont largement dépassé nos attentes. »

David Carrigan, vice-président, Région de l'Atlantique pour EDS Canada, dont le siège social est à Sydney, en Nouvelle-Écosse.

LE CANADA ATLANTIQUE : UN APERÇU

SECTEURS PRIORITAIRES DANS LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

- Aérospatiale et défense
- Agriculture et agroalimentaire
- Technologies de l'information et des communications
- Biotechnologie et sciences de la vie
- Services commerciaux et professionnels
- Construction
- Commerce électronique
- Énergie (pétrole et gaz)
- Produits et services environnementaux
- Pêches et aquaculture
- Technologies océaniques

Terre-Neuve-et-Labrador

Des coûts compétitifs et une main-d'œuvre stable et accessible sont parmi les nombreux avantages commerciaux qu'offre Terre-Neuve-et-Labrador. Le gouvernement provincial a aussi mis au point des incitatifs commerciaux supplémentaires, notamment le programme de remboursement d'impôt intitulé Economic Diversification and Growth Enterprises (EDGE).

La « Stratégie de renouvellement en matière d'emplois et de croissance » de Terre-Neuve-et-Labrador (www.gov.nf.ca) dresse un plan d'action en faveur du développement économique par la modernisation de plusieurs secteurs traditionnels et le développement stratégique de nouvelles industries. Ces secteurs incluent la pêche, l'aquaculture, l'agroalimentaire, la foresterie, l'exploitation minière, le patrimoine culturel, le pétrole et la fabrication.

Un accent particulier est mis sur les industries du savoir, et ce, en technologie de l'information, en aérospatiale, en biotechnologie, en techniques de la mer et en produits éducatifs.

Nouvelle-Écosse

La Nouvelle-Écosse offre une longue histoire de collaboration commerciale avec les États-Unis ainsi qu'une main-d'œuvre très instruite, des coûts de revient de l'entreprise concurrentiels et des programmes d'incitatifs énergiques et taillés sur mesure s'adressant aux investisseurs, lesquels comportent des prêts, des remboursements et des crédits d'impôt.

La stratégie de croissance de la Nouvelle-Écosse « Opportunities for Prosperity » (occasions de prospérité) (www.gov.ns.ca/econ/strategy), carte routière du gouvernement menant à la croissance économique, est axée sur l'importance des partenariats afin de renforcer les industries traditionnelles basées sur les ressources et d'en faire surgir de

nouvelles. Les industries présentant un intérêt particulier sont celles qui se situent dans les secteurs de l'impartition outre-frontières pour le développement des TI et d'applications logicielles, de la transformation à valeur ajoutée et de pointe, de l'aérospatiale et de la défense, du matériel médical et des suppléments nutritifs ainsi que de l'énergie en aval.

Île-du-Prince-Édouard

L'Île-du-Prince-Édouard a fait évoluer ses secteurs traditionnels, tels que la pêche et l'agriculture, pour qu'ils produisent de nouvelles industries. Parmi ces nouvelles industries, on compte l'aquaculture et les sciences biologiques, lesquelles croissent en importance et en réputation. La TI et l'aérospatiale sont également des secteurs nouveaux; la transformation à valeur ajoutée et le tourisme continuent d'être propulseurs déterminants de l'économie.

En mettant l'accent sur ces secteurs, des programmes financiers sont taillés sur mesure pour répondre aux besoins des investisseurs du secteur des entreprises. Une main-d'œuvre stable, de faibles taux de syndicalisation et des coûts de revient de l'entreprise concurrentiels figurent parmi les autres incitatifs que l'Île offre aux entreprises. Pour obtenir de plus amples renseignements à ce sujet, veuillez visiter le site www.peibusinessdevelopment.com.

Canada atlantique

Au Canada atlantique, l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA) est le volet du gouvernement fédéral dont le mandat est de faire évoluer l'économie régionale. Elle s'acquitte de son mandat en s'efforçant de donner de l'expansion aux entreprises déjà en place et en encourageant les nouvelles entreprises à venir s'installer dans la région. Des prêts sans intérêt pour le démarrage, l'expansion et la modernisation des entreprises figurent parmi ses principaux outils de promotion et d'encouragement de la croissance des entreprises.

De plus en plus, tous les paliers d'administration publique travaillent ensemble pour rationaliser les services gouvernementaux liés à l'entreprise. Résultat : la présence de processus de réglementation plus efficaces dans des domaines touchant à l'établissement de nouvelles entreprises et aux évaluations d'impact environnemental (EIE). À vrai dire, la réalisation des EIE au Canada, en général, ne met qu'une fraction du temps qu'il n'en faut aux États-Unis.

CLIMAT DES AFFAIRES

Le Canada atlantique est à proximité des marchés lucratifs et situé stratégiquement entre les États-Unis et l'Europe. En outre, en vertu de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), la région a accès à l'une des zones de libre-échange les plus importantes au monde – 430 millions de consommateurs nord-américains. Des échanges d'une valeur de près d'un milliard de dollars franchissent la frontière canado-américaine chaque jour.

Le Canada atlantique est bien relié à ces principaux marchés, et ce, par voie routière, maritime, aérienne et ferroviaire.

Un réseau d'autoroutes moderne à quatre voies relie les provinces atlantiques à l'Est des États-Unis. En fait, le Canada atlantique est à une journée de route de ce qui constitue plus d'un tiers de toute la population de l'Amérique du Nord.

Par mer, le voyage en Europe à partir des ports du Canada atlantique dure deux jours de moins en moyenne qu'ailleurs en Amérique du Nord.

Quatre aéroports internationaux et plusieurs aéroports plus petits offrent des dizaines de vols quotidiens depuis le Canada atlantique jusqu'aux principales destinations dans toute l'Amérique du Nord et à l'étranger. Ils fournissent également un service compétitif aux principales entreprises de fret aérien dans le monde, y compris FedEx, DHL, Emery Worldwide et Kuehne and Nagel.

L'infrastructure de télécommunications au Canada atlantique, laquelle inclut un réseau à large bande numérique dans chaque province, est considérée parmi l'une des meilleures au monde. Le réseau de câbles à fibres optiques transatlantique, reliant les réseaux de télécommunications en Amérique du Nord et en Europe, a été directement branché au Canada atlantique en 1998. Le réseau régional subit constamment des mises à niveau.

Pour ce qui est de l'énergie, l'approvisionnement de la région est amplement suffisant, fiable et offert à un prix compétitif. En moyenne, les coûts d'énergie au Canada atlantique sont 30 % inférieurs à ceux pratiqués aux États-Unis et dans les autres pays du G7, selon l'étude Choix concurrentiels 2004 de KPMG.

La région de l'Atlantique est desservie par toutes les banques à charte canadiennes ainsi que par les principaux cabinets d'avocats et de comptables au pays.

Puisque les soins de santé universels sont financés à même les impôts, les employeurs réalisent généralement des économies importantes en matière de prestations d'assurance-santé destinées au personnel.

Les biens du Canada atlantique tels que l'électricité, le gaz naturel, le bois d'œuvre, les fruits de mer, les minéraux et les produits et services des ressources à valeur ajoutée, notamment l'ingénierie, les communications et l'expertise environnementale, sont exportés partout au Canada et dans le monde.

Avec tant d'avantages, l'économie du Canada atlantique est vigoureuse et en croissance. Le PIB de la région s'élève à 59 milliards de dollars canadiens, l'équivalent d'environ 44,45 milliards de dollars américains, avec un taux de croissance du PIB de plus de 15 % depuis 1998.

« Notre entreprise (Keane) n'a eu aucune difficulté à trouver et à embaucher une main-d'œuvre hautement compétente et motivée pour alimenter la croissance de notre Centre de développement avancé d'Halifax. Notre succès à ce titre continue d'être indispensable pour assurer la croissance de l'activité d'impartition des applications de Keane; il est facilité par notre solide partenariat avec le gouvernement néo-écossais. »

James T. Brewer,
directeur de North American
Delivery Solutions, Keane Inc.

Tableaux d'exportation 2004 selon le Code SCIAN

LES 25 PRINCIPALES EXPORTATIONS DU CANADA ATLANTIQUE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

en milliers de dollars américains

2004

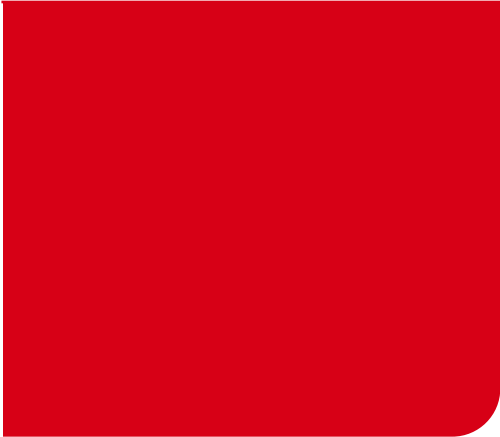
Raffineries de pétrole	5 025 000 \$
Préparation de poissons et de fruits de mer	1 819 000
Usines de papier	1 359 000
Extraction de pétrole et de gaz	1 216 000
Scieries et préservation du bois	696 000
Fabrication de pneus	567 000
Usines de pâte à papier	532 000
Pêche	516 000
Fabrication d'aliments congelés	368 000
Extraction de minerais de fer	365 000
Fabrication de placages, de contreplaqués et de produits en bois reconstitué	283 000
Extraction d'autres minerais non métalliques	209 000
Construction de navires et d'embarcations	163 032
Extraction de minerais de cuivre, de nickel, de plomb et de zinc	108 000
Production d'électricité	107 000
Aquaculture animale	95 000
Usines de carton	79 000
Toutes les autres activités diverses de fabrication	75 000
Fabrication de tous les autres produits en bois	69 000
Fabrication d'instruments de navigation, de mesure et de commande et d'appareils médicaux	67 000
Fabrication de pellicules, de feuilles et de sacs non renforcés en plastique	64 000
Usines de fibres, de filés et de fils	55 000
Culture de légumes et de melons	54 000
Fabrication d'autres produits en plastique	53 000
Laminage, étirage, extrusion et alliage des métaux non ferreux, sauf le cuivre et l'aluminium	52 000

source : Statistique Canada 2004

LES DIX PAYS OÙ LE CANADA ATLANTIQUE EXPORTE LE PLUS

en milliers de dollars américains

2004



États-Unis	12 603 000 \$
Chine	292 000
Royaume-Uni	292 000
Japon	281 000
Espagne	257 000
Allemagne	256 000
Pays-Bas	205 000
France (y compris Monaco, les Antilles françaises)	162 000
Italie (y compris l'État de la Cité du Vatican)	98 000
Brésil	95 000

source : Statistique Canada 2004

LES 25 PRINCIPALES EXPORTATIONS DU CANADA ATLANTIQUE AUX ÉTATS-UNIS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

en milliers de dollars américains

2004

Raffineries de pétrole	4 673 000 \$
Extraction de pétrole et de gaz	1 209 000
Préparation et conditionnement de poissons et de fruits de mer	1 041 000
Usines de papier	922 000
Scieries et préservation du bois	672 000
Fabrication de pneus	527 000
Pêche	398 000
Usines de pâte à papier	305 000
Fabrication d'aliments congelés	277 000
Fabrication de placages, de contreplaqués et de produits en bois reconstitué	270 000
Extraction d'autres minerais non métalliques	133 000
Production d'électricité	107 000
Aquaculture animale	94 000
Fabrication de tous les autres produits en bois	64 000
Fabrication de pellicules, de feuilles et de sacs non renforcés en plastique	64 000
Toutes les autres activités diverses de fabrication	61 000
Usines de carton	60 000
Fabrication d'autres produits en plastique	49 000
Fabrication d'instruments de navigation, de mesure et de commande et d'appareils médicaux	46 000
Usines de fibres, de filés et de fils	44 000
Fabrication de meubles de ménage et d'établissement institutionnel	43 000
Culture en pépinière et floriculture	43 000
Culture de légumes et de melons	40 000
Extraction de minerais de fer	39 000
Laminage, étirage, extrusion et alliage des métaux non ferreux, sauf le cuivre et l'aluminium	39 000

source : Statistique Canada 2004

CANADA ATLANTIQUE - INDICATEURS ÉCONOMIQUES 2004

Produit intérieur brut	59 289 000 000 \$CAN
Population	2,3 millions
Emplois	1,2 million
Taux de chômage	11,4 %
Taux de participation	62,7 %
Rémunération hebdomadaire moyenne	615,91 \$CAN

source : Statistique Canada

PERSPECTIVE ÉCONOMIQUE 2005

Variation du PIB réel	2,3 %
Croissance de l'emploi	1,0 %
Taux de chômage	10,5 %

source : Conference Board du Canada

**PRINCIPAUX EMPLOYEURS
NOMBRE D'EMPLOYÉS**

Voici la liste de certains des principaux employeurs de chacune des quatre provinces de l'Atlantique.

Province	5 000 et plus	2 500 à 4 999	1 000 à 2 499	500 à 999
NOUVELLE-ÉCOSSE	Gouvernement du Canada Gouvernement de la Nouvelle-Écosse	Université Dalhousie Pneus Michelin Northwoodcare Inc.	Aliant Convergys Corporation Centre de santé IWK Atlantic Building Cleaning Ltd. EDS Corporation Banque de la Nouvelle-Écosse Trenton Works Clearwater Fine Foods ICT Canada	Staples Air Canada OMNI Facility Services Canada Corp. Comeau's Sea Foods Ltd. Stream International Inc. Banque Royale Minacs Worldwide Groupe IMP TalTech Holdings Inc. Xerox Canada Ltd.
NOUVEAU-BRUNSWICK	Gouvernement du Canada Gouvernement du Nouveau-Brunswick	Midland	United Parcel Service Université du Nouveau-Brunswick McCain Foods Banque Royale ICT Canada Client Logic Cendant Canada Inc.	Xerox Canada Ltd. Université de Moncton Croix Bleue Medavie VAS Nu Comm Cendant Canada Inc. Exxon Mobile
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD		Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard	Gouvernement du Canada Les Fermes Cavendish	Université de l'Île-du-Prince-Édouard Collège Holland Ocean Choice
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR	Gouvernement du Canada Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador	Université Memorial	Corner Brook Pulp & Paper Ltd. Compagnie minière IOC ICT Canada Convergys	Sobeys Inc. Fishery Products International Ltd.

LE CANADA ATLANTIQUE : UN APERÇU

Le coût de la vie au Canada atlantique est de 25 % à 65 % inférieur à celui des autres grandes régions nord-américaines.

VIVRE DANS LA RÉGION

Les gens aiment vivre au Canada atlantique. Ils aiment y pratiquer des activités à longueur d'année, profiter de la beauté naturelle des paysages, des sourires accueillants, du rythme de vie, de la paix et de la sécurité.

Voilà pourquoi la région a pu attirer des milliers de gestionnaires, de techniciens, d'ingénieurs et de gens de métiers compétents au cours de la dernière décennie.

Ils sont venus au Canada atlantique afin de travailler dans les industries en croissance, y compris les secteurs de la technologie de l'information, de la biotechnologie, de l'impartition des processus administratifs, des hydrocarbures et du gaz ainsi que de l'aérospatiale.

Ils sont venus pour profiter de la vie.

Au Canada atlantique, on n'est jamais à plus de 15 ou 20 minutes du littoral, d'un lac ou d'une rivière. Il faut plus souvent cinq minutes que cinquante pour se rendre au travail le matin. Le coût du logement est abordable, les soins de santé sont garantis et l'éducation est une priorité pour tous les paliers d'administration publique.

Le mode de vie du Canada atlantique

- **Logement** – une plus grande maison, un chalet et un bateau, tout ça pour le prix d'une maison dans un grand centre urbain.
- **Éducation** – programme de la maternelle à la 12^e année dans les écoles publiques, et plus d'universités et de collèges par habitant que dans toute autre région du Canada.
- **Terrains de golf** – une des plus grandes concentrations de terrains de golf en Amérique du Nord.
- **Parcs/écotourisme** – plus grand nombre de parcs nationaux par habitant que dans toute autre région du Canada.
- **Plages** – parmi les eaux les plus chaudes au nord des Carolines.
- **Activités à l'année** – grand choix comprenant le patinage sur glace, le ski alpin et le ski de randonnée, la randonnée pédestre, le cyclisme, le kayak de mer, la voile et la pêche au saumon de renommée internationale.
- **Activités à l'intérieur** – théâtres, festivals, musées, cinémas, centres de divertissement urbains, centres commerciaux modernes et manifestations sportives.
- **Esprit communautaire** – le bénévolat dépasse de 24 % la moyenne nationale; région caractérisée par le taux le plus élevé de dons de charité au pays.

CLIMAT

Le climat du Canada atlantique est relativement stable et n'est pas soumis à de grandes catastrophes naturelles comme il s'en trouve dans d'autres parties du monde. En fait, selon Environnement Canada (le ministère fédéral qui surveille les conditions météorologiques du pays), les données climatiques de la région sont demeurées essentiellement les mêmes depuis les trente dernières années, sauf dans le cas de l'ouragan Juan, une situation météorologique anormale qui a frappé la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard en 2003.

Dans la plupart des endroits, la neige commence à tomber en décembre et fond en avril ou au début mai. Des systèmes de déneigement perfectionnés permettent que les activités se déroulent normalement pendant tous les mois d'hiver.

Le printemps, l'été et l'automne amènent des panoramas magnifiques et des températures plus chaudes, dont la moyenne se situe bien au-dessus des 20 degrés Celsius (70 degrés Fahrenheit) de juin à septembre.

MOYENNES

Province	Season	Température	Averse de neige	Averse de pluie
NOUVELLE-ÉCOSSE	Printemps mars à mai			
	Été juin à août	24°C (75°F)		135cm (53po)
	Automne sept. à nov.			
	Hiver déc. à fév.	-3°C (37°F)	231 cm (91po)	
NOUVEAU-BRUNSWICK	Printemps mars à mai			
	Été juin à août	24°C (75°F)		109 cm (43po)
	Automne sept. à nov.			
	Hiver déc. à fév.	-21°C (-5°F)	348 cm (137po)	
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	Printemps mars à mai			
	Été juin à août	24°C (75°F)		99 cm (39po)
	Automne sept. à nov.			
	Hiver déc. à fév.	-15°C (5°F)	328 cm (129po)	
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR	Printemps mars à mai			
	Été juin à août	23°C (73°F)		99 cm (39po)
	Automne sept. à nov.			
	Hiver déc. à fév.	-8°C (17°F)	300 cm (118po)	

LE CANADA ATLANTIQUE : UN APERÇU

CRIME

Nombre d'homicides
par 100 000 habitants

	Canada atlantique	États- Unis
Crimes violents	1 005,0	2 230,0
Homicides	0,9	7,1

source : Statistique Canada 2004

TAUX DE CRIMINALITÉ

D'après les normes nord-américaines, le Canada représente un cadre national sécuritaire. Cela est particulièrement vrai du Canada atlantique.

Le maintien de l'ordre dans la région est complet et exécuté par des forces policières municipales conjointement avec la Gendarmerie royale du Canada (GRC), et ce, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard. Terre-Neuve-et-Labrador est desservie par la Royal Newfoundland Constabulary (RNC).

Les points d'entrée aux frontières de toutes les provinces du Canada atlantique sont bien pourvus en personnel qualifié. Le 12 décembre 2001, à la suite des attentats du 11 septembre, le Canada et les États-Unis ont signé la Déclaration sur

la frontière intelligente. La Déclaration dresse un plan d'action en 32 points, prévoyant une collaboration continue entre les deux pays afin de cerner et de régler les risques de sécurité tout en accélérant efficacement le débit légitime de gens et de biens qui franchissent la frontière canado-américaine. Les délais d'attente aux postes frontaliers, quoiqu'ils soient plus longs, demeurent minimes et causent très peu d'interruption. Le site Web de l'Agence des services frontaliers du Canada (www.cbsa-asfc.gc.ca) met à jour les délais d'attente à la frontière toutes les dix minutes.

Depuis le 1^{er} janvier 2001, pour utiliser une arme à feu au Canada ou en être propriétaire, il faut détenir un permis d'armes à feu valable ou un certificat d'autorisation d'acquisition d'armes à feu, démontrant encore davantage les mesures de sécurité que prend le gouvernement canadien.



Milieu

des affaires

Milieu des affaires

KPMG a désigné le Canada atlantique comme l'un des meilleurs endroits au monde où faire des affaires dans trois éditions consécutives de son étude *Choix concurrentiels*³.

L'étude fait l'analyse d'un large éventail de critères dont le coût de la main-d'œuvre, du transport, des impôts et de l'énergie dans plus de 120 villes dans le monde. Dans quatorze des 17 secteurs industriels, les municipalités du Canada atlantique offrent les coûts de revient de l'entreprise les plus faibles.

Le fait que la région de l'Atlantique soit un bon endroit où faire des affaires est peut-être le mieux démontré par le nombre grandissant de grandes entreprises internationales qui prospèrent à l'intérieur de ses frontières. Des entreprises locales, telles que McCain Foods, l'une des entreprises de transformation des aliments la plus importante au monde, ont leur siège social dans la région, tandis que des grandes entreprises internationales comme Michelin et Frito-Lay exploitent des usines florissantes dans la région depuis des décennies. Avec une clientèle partout en Amérique du Nord et à l'étranger, des chefs de file comme Keane Inc., EDS, United Parcel Service et Convergys exploitent avec succès des centres de service à la clientèle et des centres d'impartition outre-frontières pour la TI au Canada atlantique.

De plus en plus, des entreprises prospères axées sur la croissance adoptent le Canada atlantique comme un endroit supérieur à long terme où faire des affaires.

AVANTAGES SUR LE PLAN DES COÛTS

Les entreprises étrangères brassent des affaires au Canada atlantique parce qu'elles économisent de l'argent. Selon l'étude *Choix concurrentiels 2004* de KPMG, les coûts moyens de revient de l'entreprise dans les villes du Canada atlantique sont les plus faibles parmi les pays du G7, présentant un avantage sur le plan des coûts de 11,6 % par rapport à la base de référence des États-Unis.

En utilisant un groupe-repère de villes américaines, l'étude examine des villes canadiennes comparables et constate que celles-ci présentent une économie moyenne après impôt de 9 %. Halifax, en Nouvelle-Écosse, et Moncton, au Nouveau-Brunswick, deux des villes du Canada atlantique figurant dans cette comparaison, affichent des économies encore plus grandes. En fait, le coût de faire des affaires dans ces deux villes est presque de 12 % inférieur à celui de leurs contreparties américaines.

En outre, Halifax et Moncton occupent la quatrième et la troisième place (respectivement) parmi les 98 villes recensées dans la partie principale de l'étude en ce qui concerne les coûts globaux de revient de l'entreprise les plus faibles.

L'étude *Choix concurrentiels 2004* fait aussi l'évaluation des coûts de faire des affaires dans six autres municipalités du Canada atlantique, soit Truro, Charlottetown, Pictou, Saint John, St. John's et Sydney. À l'instar d'Halifax et de Moncton, chacun de ces endroits présente des avantages commerciaux importants sur le plan des coûts par rapport à leurs contreparties américaines.

COMPARAISON DE VOS COÛTS DE REVIENT DE L'ENTREPRISE

Le site Web interactif de KPMG (www.competitivealternatives.com) offre aux investisseurs la possibilité de faire des comparaisons de coût personnalisées. Le programme est construit à partir de 30 000 points de données découlant de l'examen de 17 secteurs de fabrication, de recherche et de développement, de logiciels et de services généraux dans diverses catégories de coût.

³ Choix concurrentiels – Guide à l'intention des PDG sur les coûts des entreprises à l'échelle internationale, www.competitivealternatives.com

Un nombre croissant d'entreprises prospères axées sur la croissance adoptent le Canada atlantique comme un endroit supérieur à long terme où faire des affaires.

HUIT CENTRES QUI FONT DU CANADA ATLANTIQUE L'ENDROIT LE PLUS ÉCONOMIQUE OÙ FAIRE DES AFFAIRES EN AMÉRIQUE DU NORD

HALIFAX, NOUVELLE-ÉCOSSE pop. 360 000

**FORCES DANS LES NOUVEAUX
SECTEURS DE CROISSANCE :**
biotechnologie, énergie et services d'utilité publique, conception et développement de logiciels. (Foyer de l'Institut des biosciences marines et du Centre de recherche sur les traumatismes cérébraux.)

**FORCES DANS LES
SECTEURS TRADITIONNELS :**
services liés au matériel de défense, distribution et logistique ainsi que santé et éducation.

**AVANTAGE SUR LE PLAN
DES COÛTS PAR SECTEUR :**
(par rapport aux États-Unis)
biotechnologie 24,7 %
conception logicielle 16,2 %
essais cliniques 34,6 %
Web et multimédia 15,2 %

ÉCONOMIES DE COÛTS GLOBALES :
(par rapport à une ville américaine
moyenne) 11,4 %

PICTOU, NOUVELLE-ÉCOSSE pop. 47 000

**FORCES DANS LES NOUVEAUX
SECTEURS DE CROISSANCE :**
technologies de l'information et des communications, distribution et logistique, tourisme.

**FORCES DANS LES
SECTEURS TRADITIONNELS :**
aquaculture, foresterie et produits forestiers, fabrication de spécialité.

**AVANTAGE SUR LE PLAN
DES COÛTS PAR SECTEUR :**
(par rapport aux États-Unis)
Web et multimédia 19,6 %
essais cliniques 40 %
électronique 11,5 %

ÉCONOMIES DE COÛTS GLOBALES :
(par rapport à une ville américaine
moyenne) 15 %

ST. JOHN'S, TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR pop. 173 000

**FORCES DANS LES NOUVEAUX
SECTEURS DE CROISSANCE :**
technologies de l'information et des communications, technologies du génie et environnementales (foyer du Centre canadien des communications maritimes), produits pétrochimiques (réserves extracôtières massives d'Hibernia).

**FORCES DANS LES
SECTEURS TRADITIONNELS :**
pêche et aquaculture, ressources marines, tourisme.

**AVANTAGE SUR LE PLAN
DES COÛTS PAR SECTEUR :**
(par rapport aux États-Unis)
Web et multimédia 15,7 %
produits chimiques 8,5 %
conception logicielle 16,8 %
fabrication de précision 10,8 %

ÉCONOMIES DE COÛTS GLOBALES :
(par rapport à une ville américaine
moyenne) 10,3 %

SYDNEY, NOUVELLE-ÉCOSSE pop. 110 000

**FORCES DANS LES NOUVEAUX
SECTEURS DE CROISSANCE :**
technologies de l'information et des communications, technologies du génie et environnementales, services généraux. (Foyer des Systèmes sans fil du Conseil national de recherches du Canada et du Centre d'innovation en matière de technologie de l'information de l'Université du Cap-Breton).

**FORCES DANS LES
SECTEURS TRADITIONNELS :**
santé et éducation, assurance et services financiers, tourisme.

**AVANTAGE SUR LE PLAN
DES COÛTS PAR SECTEUR :**
(par rapport aux États-Unis)
bureaux administratifs/centres d'appels 21,5 %
Web et multimédia 17,1 %
fabrication de précision 12,6 %
conception logicielle 17,8 %

ÉCONOMIES DE COÛTS GLOBALES :
(par rapport à une ville américaine
moyenne) 12,3 %

Remarque : Le pourcentage indique l'avantage comparatif sur le plan des coûts de chacune des municipalités par rapport à sa contrepartie américaine.

**MONCTON,
NOUVEAU-BRUNSWICK**
pop. 118 000

**FORCES DANS LES NOUVEAUX
SECTEURS DE CROISSANCE :**
technologies de l'information et des communications, fabrication de la haute technologie, services généraux. (Forte capacité bilingue et foyer du Groupe d'apprentissage électronique du Conseil national de recherches du Canada).

**FORCES DANS LES
SECTEURS TRADITIONNELS :**
transformation des métaux, services et équipement de télécommunications et services de transport.

**AVANTAGE SUR LE PLAN
DES COÛTS PAR SECTEUR :**
(par rapport aux États-Unis)
bureaux administratifs/centres d'appels 18,0 %
aérospatiale 10,2 %
fabrication 11,6 %
conception logicielle 17,8 %

ÉCONOMIES DE COÛTS GLOBALES :
(par rapport à une ville américaine moyenne) 12 %

**CHARLOTTETOWN,
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD**
pop. 58 000

**FORCES DANS LES NOUVEAUX
SECTEURS DE CROISSANCE :**
biotechnologie, services partagés et centres d'appels, aérospatiale. (Foyer du Atlantic Technology Center et du Collège vétérinaire de l'Atlantique.)

**FORCES DANS LES
SECTEURS TRADITIONNELS :**
agroalimentaire, pêche et aquaculture, tourisme.

**AVANTAGE SUR LE PLAN
DES COÛTS PAR SECTEUR :**
(par rapport aux États-Unis)
bureaux administratifs/centres d'appels 19,4 %
aérospatiale 12,5 %
fabrication de précision 14,7 %
recherche et développement 23,6 %

ÉCONOMIES DE COÛTS GLOBALES :
(par rapport à une ville américaine moyenne) 12,2 %

**SAINT JOHN,
NOUVEAU-BRUNSWICK**
pop. 123 000

**FORCES DANS LES NOUVEAUX
SECTEURS DE CROISSANCE :**
tourisme, produits pétrochimiques, technologies de l'information et des communications. (Foyer du Groupe de recherche en santé électronique du Conseil national de recherches du Canada).

**FORCES DANS LES
SECTEURS TRADITIONNELS :**
énergie et services d'utilité publique, construction navale, transformation des métaux et produits métalliques, pâtes et papiers.

**AVANTAGE SUR LE PLAN
DES COÛTS PAR SECTEUR :**
(par rapport aux États-Unis)
bureaux administratifs/centres d'appels 17,2 %
produit chimiques 8,4 %
fabrication de précision 11,6 %
conception logicielle 16,9 %

ÉCONOMIES DE COÛTS GLOBALES :
(par rapport à une ville américaine moyenne) 11,9 %

**TRURO,
NOUVELLE-ÉCOSSE**
pop. 44 000

**FORCES DANS LES NOUVEAUX
SECTEURS DE CROISSANCE :**
produits et services agroalimentaires, produits chimiques et plastiques, sciences de la vie.

**FORCES DANS LES
SECTEURS TRADITIONNELS :**
fabrication d'équipement et de machinerie, produits forestiers et de bois, conception et fabrication de vêtements.

**AVANTAGE SUR LE PLAN
DES COÛTS PAR SECTEUR :**
(par rapport aux États-Unis)
biotechnologie 26,7 %
produit chimiques 9,1 %
produits pharmaceutiques 9,7 %
essais cliniques 36,9 %

ÉCONOMIES DE COÛTS GLOBALES :
(par rapport à une ville américaine moyenne) 13,4 %

Les entreprises étrangères brassent des affaires au Canada atlantique parce qu'elles économisent de l'argent. Selon l'étude *Choix concurrentiels 2004* de KPMG, les coûts moyens de revient de l'entreprise dans les villes du Canada atlantique sont les plus faibles parmi les pays du G7, présentant un avantage sur le plan des coûts de 11,6 % par rapport à la base de référence des États-Unis.

MILIEU DES AFFAIRES

Vous trouverez ci-après un examen complet des coûts de revient de l'entreprise du Canada atlantique comparés à ceux des autres pays du G7 présents dans l'étude, ce qui souligne davantage que le Canada atlantique est un endroit rentable où faire des affaires.

Évaluation de l'indice du coût de revient de l'entreprise (É.-U. = 100 %)

Le pourcentage des avantages et des désavantages sur le plan des coûts par rapport à l'indice des coûts des États-Unis est pris comme base de référence.

	AMÉRIQUE DU NORD				EUROPE						ASIE-PACIFIQUE		
	Canada atlantique*	Canada	États-Unis	France	Allemagne	Islande	Italie	Luxembourg	Royaume-Uni	Pays-Bas	Australie	Japon	
Fabrication													
Pièces d'aéronef	4,2 %	89,0	92,9	100,0	99,2	117,1	101,3	100,6	99,9	97,9	104,5	93,5	126,7
Transformation des aliments	-0,9 %	95,5	95,3	100,0	98,0	106,3	116,5	99,6	98,5	96,8	99,4	94,7	112,7
Pièces automobiles	0,3 %	91,9	93,6	100,0	98,9	113,8	102,2	100,5	100,2	97,5	103,2	92,1	129,6
Produits chimiques spéciaux	2,8 %	91,3	93,9	100,0	99,9	109,8	100,9	97,0	96,7	98,1	104,2	96,9	114,0
Assemblage électronique	3,8 %	89,6	93,2	100,0	100,8	115,0	101,9	99,2	100,5	98,7	105,7	95,1	123,7
Fabrication d'instruments médicaux	3,4 %	91,2	94,4	100,0	100,3	115,8	100,2	101,2	100,6	98,2	104,9	95,6	124,5
Usinage des métaux	-0,2 %	92,2	93,7	100,0	98,8	114,0	102,7	100,7	100,2	97,4	103,2	92,0	130,5
Produits pharmaceutiques	3,1 %	91,1	94,0	100,0	99,6	113,4	99,4	100,4	99,4	97,5	103,2	95,8	120,4
Articles en plastique	-2,3 %	93,4	93,6	100,0	97,9	114,4	120,1	101,4	99,6	97,4	101,9	91,3	129,1
Composants de précision	4,4 %	87,2	91,8	100,0	98,0	124,4	101,6	102,1	99,8	95,9	102,0	91,2	128,6
Matériel de télécommunications	2,0 %	93,7	95,7	100,0	98,5	105,1	102,3	98,9	98,9	97,2	101,0	96,4	108,6
R - D													
R - D biomédicale	10,4 %	74,7	83,4	100,0	97,3	115,0	94,8	91,8	100,2	96,6	101,3	88,6	135,9
Essais cliniques	15,6 %	65,5	77,6	100,0	105,6	131,5	95,5	97,2	94,8	94,0	83,8	85,7	153,3
Conception et essais de systèmes électroniques	7,2 %	66,6	75,3	100,0	86,8	102,2	81,7	82,6	89,4	85,4	90,5	71,7	120,8
Logiciels													
Logiciels de pointe	2,4 %	82,7	86,4	100,0	98,5	108,2	88,4	95,6	95,7	92,9	105,3	84,7	114,4

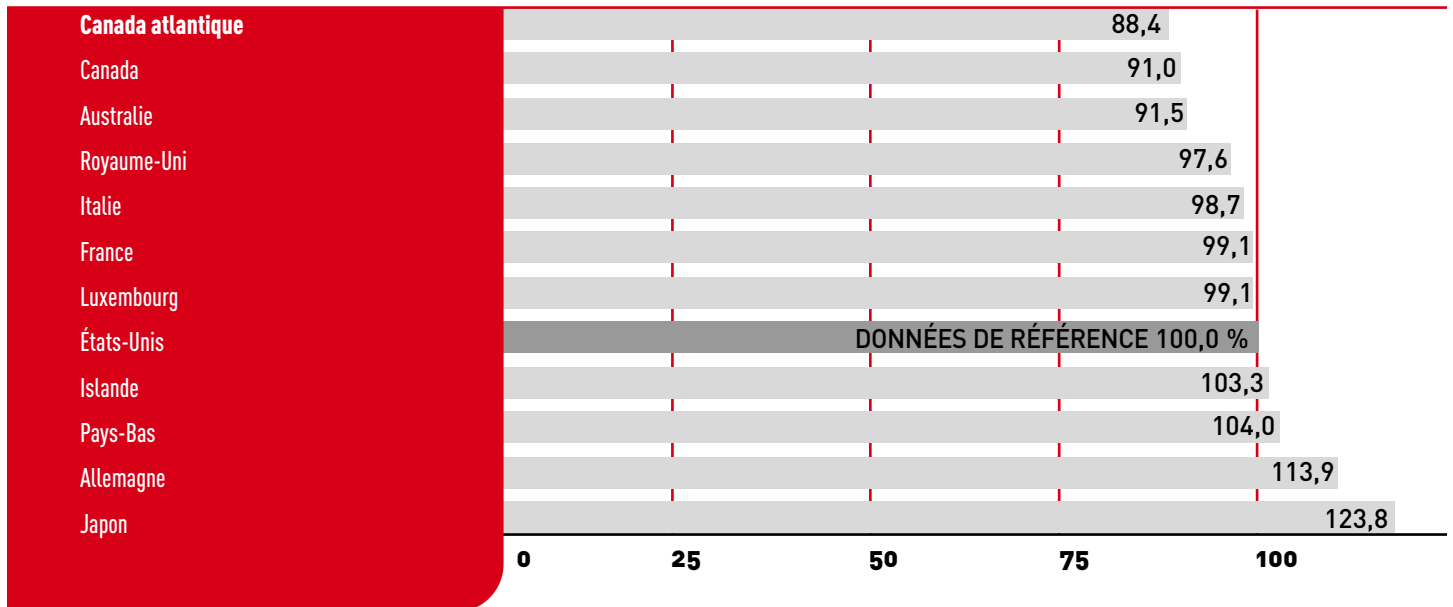
Pourcentage des économies qu'il est possible de réaliser en s'installant au Canada atlantique plutôt que dans le pays en première place de chaque industrie.

*Les totaux de la colonne du Canada atlantique représentent une moyenne de huit villes.

Comparaison des frais annuels – Moyenne de 12 industries[†]

Moyenne des frais d'exploitation d'entreprise de 12 industries.*

Pourcentage des frais comparativement aux États-Unis.



* Voici la liste des industries utilisées aux fins de l'étude : production agricole et agroalimentaire, biotechnologie, services aux entreprises et services professionnels, construction, affaires électroniques, énergie, pêches et aquaculture, technologies d'information et de communication, technologies océanologiques, recherche-développement, éco-industries et aérospatiale et défense.

† Les dépenses totales d'exploitation comprennent les coûts qui varient en fonction du lieu de même que ceux qui ne varient pas en fonction du lieu.
Les données du Canada atlantique représentent une moyenne de huit villes.

Les taux d'imposition des sociétés au Canada se comparent favorablement à ceux des États-Unis.

IMPOSITION
Fiscalité des entreprises

À l'instar des États-Unis, qui perçoivent un impôt sur le revenu au niveau fédéral et qui imposent différentes lois fiscales dans l'ensemble des 50 États, l'impôt sur le revenu des Canadiens est prélevé aux échelles fédérale et provinciale ou territoriale.

Au Canada atlantique, les provinces appliquent les lois fédérales pour déterminer le revenu imposable. Ainsi, il est probablement plus facile de calculer l'impôt sur le revenu qu'aux États-Unis. Le processus est simplifié davantage par le fait que le gouvernement fédéral prélève et administre l'impôt sur le revenu et l'impôt sur le capital pour le compte des provinces. Il suffit donc de remplir une seule déclaration de revenus, couvrant à la fois l'impôt fédéral et l'impôt provincial.

À l'échelle provinciale, l'impôt sur le revenu est prélevé par la province dans laquelle une société est considérée comme étant installée de façon permanente, ce qui est établi par les ventes et les salaires. Certaines provinces, telles que Terre-Neuve-et-Labrador ainsi que la Nouvelle-Écosse, offrent des « congés » fiscaux qui peuvent s'étaler sur plusieurs années pour les nouvelles sociétés admissibles.

Les gouvernements du Canada, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse prélèvent de l'impôt sur le capital aux plus grandes sociétés. L'impôt fédéral sur le capital, au taux de 0,225 %, est basé en général sur le capital social, les bénéfices non répartis et la dette d'une société dépassant dix millions de dollars canadiens, et il sera éliminé d'ici 2008. La base provinciale de l'impôt sur le capital est semblable à celle du gouvernement fédéral, mais cet impôt provincial s'applique uniquement si le capital de la société dépasse cinq millions de dollars canadiens. Pour déterminer le revenu imposable à l'échelle fédérale et à l'échelle provinciale, il faut déduire l'impôt sur le capital en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick.

En ce qui a trait aux taux d'impôt sur le revenu d'une société, il faut distinguer entre le revenu tiré d'une entreprise exploitée activement et les revenus de placement passifs. Seulement la moitié des gains en capital d'une société sont inclus dans le revenu imposable. Des taux préférentiels sont offerts à des entreprises du secteur de la fabrication et de la transformation et à des entreprises contrôlées par des Canadiens.

L'impôt est prélevé de façon différente selon qu'il s'agisse d'une société cotée en bourse ou d'une société privée, et les considérations fiscales peuvent également être un peu différentes pour les entreprises qui exercent leurs activités dans les secteurs des ressources.

L'impôt est prélevé de façon différente au Canada et à l'étranger pour différents types d'entreprises (succursale, société, entreprise commune, société à responsabilité illimitée, etc.). Une bonne planification est nécessaire pour réduire l'impôt général au cours de l'exploitation ou au moment du rapatriement des bénéfices lorsqu'une entreprise est vendue ou dissoute.

Comparaisons des taux actuels et des taux proposés de l'impôt des sociétés – Canada et États-Unis (y compris les impôts sur le capital)

	2003		2008	
	Canada	États-Unis	Canada	États-Unis
Taux de l'impôt fédéral sur le revenu	23,00	35,00	21,00	35,00
Taux général	1,12	-	1,12	-
Surtaxe	24,12	35,00	22,12	35,00
Taux moyen de l'impôt sur le revenu des provinces et des États	12,00	9,80	9,80	9,80
Taux fédéral-provincial moyen de l'impôt sur le revenu	36,10	39,00	31,90	39,00
Taux fédéral-provincial de l'impôt des sociétés	39,40	40,00	33,80	40,00

La Convention Canada-États-Unis en matière d'impôt a une incidence sur l'imposition des entreprises américaines qui exercent des activités au Canada. Par conséquent, il convient de planifier les structures et les transactions de manière à profiter au maximum des avantages fiscaux et d'éviter la double imposition en vertu de ce traité.

En général, les taux d'imposition des sociétés au Canada se comparent favorablement à ceux des États-Unis.

Crédits d'impôt

De nombreuses provinces canadiennes offrent des crédits d'impôt pour des activités liées à la recherche scientifique et au développement ainsi qu'à l'investissement.

Pour de plus amples renseignements concernant les crédits d'impôt des sociétés au Canada atlantique, voir la section intitulée Mesures incitatives à la page 22.

Taxes de vente

La taxe sur les produits et services (TPS), semblable à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en Europe, est généralement prélevée et remise à 7 % sur la plupart des produits et services au Canada. La TPS exigée au cours des activités commerciales est généralement créditée de nouveau à l'acheteur. Pour une entreprise, la TPS est donc un article de la méthode de l'impôt exigible plutôt qu'un coût réel de l'exercice des affaires. Cela dit, la taxe doit être remise au gouvernement sur une base régulière et peut donc avoir une incidence sur le flux de trésorerie.

Terre-Neuve-et-Labrador, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse harmonisent leurs taxes de vente provinciales respectives avec la TPS fédérale. Par conséquent, les deux taxes sont généralement traitées comme une seule. La taxe de vente harmonisée (TVH) s'établit à 15 % et est administrée par le gouvernement fédéral.

L'Île-du-Prince-Édouard a une taxe de vente provinciale (TVP) distincte. Au taux de 10 %, elle est basée sur le coût plus la TPS et elle est non remboursable; cependant, certains articles de revente peuvent être exemptés. La TVP est administrée séparément de la TPS.

Retenues à la source

Le Régime de pensions du Canada (RPC) et l'Assurance-emploi (AE) font l'objet de retenues sur le salaire au moyen d'un système administré par le gouvernement fédéral pour le compte de toutes les provinces à l'exception du Québec. En 2004, la cotisation de l'employeur au RPC était de 4,7 % pour les salaires annuels s'établissant entre 3 500 et 39 100 dollars canadiens. La cotisation de l'employeur à l'AE était de 2,8 % des salaires jusqu'à une cotisation annuelle maximale de 1 081 dollars canadiens.

Au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard, les employés ne sont assujettis à aucune autre obligation de retenue d'impôt. À Terre-Neuve-et-Labrador, des charges sociales s'appliquent à un taux de 2 % sur le revenu d'emploi imposable dépassant 500 000 dollars canadiens. Chaque province administre une forme d'indemnisation des accidents du travail, à laquelle les employeurs doivent payer des primes annuelles qui varient selon la province et l'industrie.

Impôt foncier

L'impôt foncier est exigé à la fois pour les évaluations provinciales et municipales. L'impôt combiné est généralement prélevé par la province.

LES PROGRAMMES D'ENCOURAGEMENT VARIENT SELON LA PROVINCE ET LA RÉGION. POUR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS, VISITEZ :

- **Gouvernement du Canada**
Agence de promotion économique du Canada atlantique
www.apeca-acoa.gc.ca

Centres de services aux entreprises du Canada
www.cbesc.org

Industrie Canada
www.ic.gc.ca

Investir au Canada
www.investiraucanada.gc.ca
- **Nouveau-Brunswick**
Entreprises Nouveau-Brunswick
www.newbrunswick.ca/francais.html
- **Terre-Neuve-et-Labrador**
Innovation, Commerce et Développement rural
www.nlbusiness.ca
- **Nouvelle-Écosse**
Nova Scotia Business Inc.
www.novascotiabusiness.com
- **Île-du-Prince-Édouard**
Investir à l'Île-du-Prince-Édouard
www.investpei.com

MESURES INCITATIVES

Chacune des quatre provinces de l'Atlantique offre des stimulants financiers pour encourager les investissements étrangers à l'intérieur de son territoire.

Ces mesures incitatives peuvent comprendre des subventions des dépenses salariales (primes établies en fonction du nombre d'emplois réels créés au cours d'une période prédéterminée), des prêts à intérêt réduit ou des prêts sans intérêt ainsi que des prêts-subventions. Elles peuvent également inclure des allocations de formation et peuvent s'appuyer sur des critères tels que l'embauche des personnes précédemment en chômage. Terre-Neuve-et-Labrador offre également un programme d'encouragement à incidence fiscale.

Les programmes d'encouragement varient selon la province et la région. Pour en connaître davantage, prière de communiquer avec votre représentant provincial ou fédéral approprié du secteur d'investissement potentiel. Les coordonnées pour joindre ces personnes se trouvent dans le Répertoire des contacts d'affaires à la page 37.

LE CANADA ET LA LOI Le système juridique

Le principal système juridique du Canada s'inspire de la common law née du système anglais. La province de Québec respecte les codes du droit civil.

La Constitution canadienne et les champs de compétence provinciale et fédérale

La Constitution canadienne définit la nature et les pouvoirs des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et établit les droits fondamentaux des citoyens du pays. À ce titre, elle représente la loi suprême du Canada.

Sous le régime parlementaire du Canada, l'autorité ayant le pouvoir d'adopter et d'édicter des lois est partagée entre le

Parlement du Canada et les assemblées législatives provinciales ou territoriales.

Le gouvernement fédéral possède la compétence sur toutes les questions d'intérêt touchant l'ensemble du Canada. Ces questions portent sur le commerce interprovincial et le commerce international, la défense nationale, les affaires autochtones, le transport et le droit pénal.

Les provinces et les territoires ont la compétence dans des domaines tels que les écoles, les hôpitaux et les droits de propriété. De plus, les lois provinciales peuvent conférer aux administrations locales ou municipales le pouvoir de traiter de questions relatives aux règlements de stationnement ou aux normes locales de la construction.

Consultation juridique

La profession d'avocat est régie par les barreaux des provinces et des territoires, qui établissent les normes et les droits relatifs à l'exercice de la profession dans chaque province et territoire.

Il existe au Canada atlantique de nombreux cabinets d'avocats très compétents qui offrent de l'expérience et une expertise en matière de droit international des affaires.

Tous les territoires et toutes les provinces possèdent des programmes d'aide juridique financés par l'État, qui donnent gratuitement ou contre de faibles honoraires des conseils juridiques aux particuliers dont les moyens sont limités. L'admissibilité au programme varie selon la province ou le territoire.

TYPES D'ORGANISATIONS COMMERCIALES AU CANADA ATLANTIQUE

Les Canadiens de l'Atlantique, tout comme la plupart des gens, font affaires avec une vaste gamme d'entités commerciales dont, entre autres, des personnes morales (sociétés), des sociétés à responsabilité illimitée, des succursales de sociétés étrangères, des

entreprises individuelles, des partenariats généraux, des partenariats à responsabilité limitée, des colocations et coentreprises ainsi que des conventions de mandat, des ententes de distribution et des contrats de franchisage.

Sociétés canadiennes

Les entreprises constituées en personne morale au Canada sont des sociétés cotées en bourse ou privées. La constitution en personne morale et l'organisation en société sont régis en vertu de la *Loi sur les corporations commerciales canadiennes* (LCCC) ou de législations provinciales ou territoriales connexes. La LCCC n'assure pas ipso facto à la société ou l'organisme le droit de mener des activités dans chaque province ou territoire.

Les sociétés de régime fédéral (c.-à-d. celles qui, en principe, relèvent de la compétence fédérale, telles que les banques ou les entreprises de transport) doivent s'inscrire dans chaque province où elles entendent exécuter leurs activités. De même, une société de régime provincial doit être titulaire d'un permis extra-provincial si elle souhaite faire des affaires dans une autre province. Même si les lois provinciales sont assez semblables, il existe de légères différences concernant les exigences en matière d'obligation d'informer le public et de résidence. De même, certaines compétences peuvent offrir différents stimulants financiers ou préconiser différentes politiques d'approvisionnement pour des entreprises souhaitant faire la vente de biens ou de services au gouvernement.

Les avocats embauchés par des sociétés étrangères voulant mener des affaires au Canada comparent invariablement les lois provinciales afin de déterminer l'endroit de choix pour une filiale canadienne d'une société étrangère qui cherche à s'incorporer.

Succursales d'une société étrangère

Les deux entités les plus souvent adoptées par les sociétés étrangères qui ont pignon sur rue au Canada sont les filiales canadiennes constituées en société et les activités de succursales de sociétés étrangères.

La décision à savoir s'il faut créer ou non une exploitation en succursale appartenant à des intérêts canadiens dépendra, bien sûr, de plusieurs facteurs. En général, il faut tenir compte des permis extra-provinciaux ainsi que des lois provinciales et fédérales.

La constitution en personne morale qui, pour un grand nombre de personnes, démontre un engagement envers les exploitants canadiens, permet aux petites et moyennes entreprises de traiter plus facilement avec les fournisseurs et les clients canadiens. Une entreprise qui aurait besoin de financement autonome pour une activité canadienne pourrait plus facilement l'obtenir par l'intermédiaire d'une succursale ou d'une filiale de propriétaires canadiens. Il convient de souligner que le fait de ne pas se constituer en personne morale distincte expose la société étrangère à toutes les obligations relatives à ses activités canadiennes.

Il faut verser des impôts canadiens sur le revenu sur tous les bénéfices d'une succursale canadienne. La société mère doit prendre en compte la capacité de réclamer des crédits intégraux pour impôt étranger afin d'éviter d'avoir à payer deux fois l'impôt sur le revenu pour une activité canadienne. Ainsi, il faut tenir compte des gains ou des pertes projetés, qui sont souvent des facteurs déterminants dans le choix d'un type d'entreprise aux dépens d'une autre.

Remarque : Il est possible d'obtenir des renseignements supplémentaires sur ces types d'entreprise ou d'autres types d'entreprises en s'adressant à des cabinets de conseillers juridiques ou de consultants/comptables agréés.

MILIEU DES AFFAIRES

LOIS DU TRAVAIL

Les entreprises qui songent à s'établir au Canada atlantique doivent reconnaître que les lois du travail de la région sont équilibrées en vue de protéger tant l'employeur que l'employé.

Au Canada atlantique, chaque province gère les normes de travail et d'emploi, telles que les taux de salaire minimum, la rémunération des heures supplémentaires, la paie de vacances et les congés de maladie.

Les jours fériés sont généralement les mêmes dans toutes les provinces, mais la plupart des provinces ont leur propre jour férié provincial. Pour une liste complète des jours fériés dans chaque province et chaque territoire, visitez le site www.pch.gc.ca.

Chaque province a son propre salaire minimum. Tous les employés rémunérés à l'heure touchent une rémunération de travail supplémentaire (travailleurs exemptés et non exemptés). Généralement, les employés salariés peuvent ou ne peuvent pas toucher de rémunération d'heures supplémentaires.

TAUX DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES

Province	Pour les heures de travail excédant	Taux
Nouvelle-Écosse	48 heures par semaine	1,5 fois
Nouveau-Brunswick	44 heures par semaine	au moins 1,5 fois le salaire minimum
Île-du-Prince-Édouard	48 heures par semaine	1,5 fois
Terre-Neuve-et-Labrador	40 heures par semaine	au moins 1,5 fois

Jours fériés au Canada atlantique	2006
Jour de l'An	1 ^{er} janvier
Vendredi saint	Le vendredi avant Pâques (la date varie chaque année)
Fête du Canada	1 ^{er} juillet
Fête du Nouveau-Brunswick ⁴	Premier lundi d'août
Fête du Travail	Premier lundi de septembre
Action de grâce	Deuxième lundi d'octobre
Jour du Souvenir ⁵	11 novembre
Noël	25 décembre
Lendemain de Noël	26 décembre

⁴ Seulement au Nouveau-Brunswick

⁵ Seulement au Nouveau-Brunswick et à l'Île-du-Prince-Édouard

SALAIRE MINIMUM

Province	Taux horaire
Terre-Neuve-et-Labrador	6,25 \$
Nouveau-Brunswick	6,30 \$
Nouvelle-Écosse	6,80 \$
Île-du-Prince-Édouard	6,80 \$

Tous les salaires en vigueur au 1^{er} janvier 2005.

Chacune des quatre provinces de l'Atlantique fournit des services aux employeurs et aux employés en ce qui a trait aux normes de travail ou d'emploi. Le Code canadien du travail s'applique aux employeurs qui relèvent de la compétence fédérale.

Vous pouvez obtenir d'autres renseignements sur la loi provinciale en consultant les ministères suivants :

Province	Loi	Ministère responsable	Contact
Terre-Neuve-et-Labrador	<i>Loi sur les normes d'emploi</i>	Agence des relations du travail Division des normes de travail	1-877-563-1063 www.gov.nf.ca/labour (en anglais seulement)
Nouveau-Brunswick	<i>Loi sur les normes d'emploi</i>	Formation et Développement de l'emploi Direction des normes d'emploi	1-888-452-2687 www.gnb.ca/0308/0001e.htm
Nouvelle-Écosse	<i>Code des normes du travail</i>	Ministère de l'Environnement et du Travail Division des normes de travail	1-888-315-0110 www.gov.ns.ca/enla/labstand (en anglais seulement)
Île-du-Prince-Édouard	<i>Loi sur les normes d'emploi</i>	Ministère de l'Environnement et du Travail Division des normes de travail	1-800-333-4362 http://www.gov.pe.ca/commcul/lair-info/index.php3 (en anglais seulement)

MILIEU DES AFFAIRES

Les taux de roulement et d'absentéisme au Canada atlantique sont parmi les plus faibles en Amérique du Nord.

source : Statistiques Canada 2004

LA MAIN-D'ŒUVRE

Représentant 1,2 million de personnes, la main-d'œuvre du Canada atlantique est très instruite et dévouée. Les compétences diversifiées de la main-d'œuvre de la région garantissent que la plupart des entreprises, allant des centres d'appels aux établissements de conception de logiciels, peuvent trouver facilement et rapidement le personnel dont ils ont besoin.

Instruite

Avec 19 universités de renommée mondiale, des dizaines d'installations de recherche à la fine pointe ainsi qu'un réseau complet de collèges communautaires et d'autres établissements d'enseignement postsecondaire, le Canada atlantique produit un plus grand nombre de diplômés de niveau postsecondaire par habitant que toute autre région au Canada ou aux États-Unis.

Le réseau des collèges communautaires de la région offre plus de 200 programmes de formation – un grand nombre d'entre eux sont hautement techniques et conçus en

collaboration avec l'industrie. Les dépenses en matière de formation professionnelle sont de 38 % supérieures au Canada atlantique qu'ailleurs au pays.

Polyvalente

Les provinces de l'Atlantique ont une culture semblable à celle des États-Unis et des capacités bilingues (français et anglais) importantes. Par conséquent, la main-d'œuvre des provinces de l'Atlantique est bien positionnée pour offrir un soutien fort et intégré aux centres de services à la clientèle et aux centres de développement d'applications logicielles ou à toute autre installation de services partagés.

Dévouée

Les taux de roulement et d'absentéisme au Canada atlantique sont parmi les plus faibles dans toute l'Amérique du Nord. En moyenne, les employés du Canada atlantique occupent leur emploi 75 % plus longtemps que leurs homologues américains. Ce faisant, les coûts rattachés au recrutement et au recyclage sont plus faibles pour les entreprises qui font affaire dans la région.

LES DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES ET LA MAIN-D'ŒUVRE

Aperçu	Population	Population active	Emploi	Chômage
	2 343 200	1 224 900	1 090 600	134 200
Par province	Population	Population active	Emploi	Chômage
Terre-Neuve-et-Labrador	517 000	259 300	216 600	42 700
Nouveau-Brunswick	751 400	393 100	354 200	38 800
Nouvelle-Écosse	937 000	492 300	448 000	42 700
Île-du-Prince-Édouard	137 900	80 200	71 800	8 400

source : Statistiques Canada 2004

**Canadiens de l'Atlantique
âgés de 15 ans et plus :
caractéristiques**

	Population	Population active	Emploi	Chômage
	1 935 000	1 224 900	1 090 600	134 200

source : Statistique Canada, Revue chronologique de la population active, 2004

Population active par groupe d'âge (en milliers)

15 à 19	80,7
20 à 24	118,5
25 à 29	118,4
30 à 34	129,0
35 à 39	138,8
40 à 44	171,3
45 à 49	161,2
50 à 54	134,3
55 à 59	94,6
60 à 64	42,1
TOTAL	1 134,4

source : Statistique Canada, Revue chronologique de la population active, 2004

**Niveau de scolarité
15 ans et plus**

	Nombre	Pourcentage (%)
Moins qu'un diplôme d'études secondaires	215 500	18 %
Diplôme d'études secondaires	227 100	19 %
Études postsecondaires entreprises	101 100	8 %
Certificat ou diplôme d'études postsecondaires	457 900	38 %
Diplôme universitaire	201 200	17 %
TOTAL	1 202 800	100 %

source : Statistique Canada, Revue chronologique de la population active, 2004

Par l'entremise de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), les biens et services peuvent être expédiés de façon homogène et en franchise depuis le Canada atlantique à destination de plus de **430 millions** de consommateurs au Canada, aux États-Unis et au Mexique.

RELATIONS SYNDICALES-PATRONALES

Au Canada atlantique, les relations syndicales-patronales sont demeurées bonnes au cours des dernières années.

Au Canada, le taux de syndicalisation a diminué au cours de la dernière décennie. En 2002, le taux de syndicalisation s'établissait à 14,4 % au Canada atlantique.

Le salaire horaire moyen des travailleurs à temps plein syndiqués au Canada atlantique est de 12,84 dollars américains par rapport à 9,45 dollars américains pour les travailleurs non syndiqués. En 2003, les augmentations de salaire en vertu des conventions collectives pour toutes les industries au Canada s'établissaient à 2,6 %, une diminution par rapport à 2002 où elles affichaient un taux de 2,8 %.

Chacune des quatre provinces de l'Atlantique possède sa propre loi qui régit les travailleurs syndiqués du secteur privé. Les coordonnées pour joindre les gouvernements provinciaux des provinces de l'Atlantique se trouvent dans le Répertoire des contacts d'affaires à la page 37.

INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT

Par air, mer, route ou rail, le Canada atlantique est constamment lié aux grands marchés de l'Amérique du Nord et de partout au monde.

Un réseau d'autoroutes moderne à quatre voies, qui comprend la route transcanadienne, relie le Canada atlantique à la côte est des États-Unis et aux grandes villes canadiennes, telles que Toronto et Montréal. En fait, la région est à une journée de route d'un tiers de toute la population de l'Amérique du Nord.

Les quatre aéroports internationaux du Canada atlantique offrent des dizaines de vols quotidiens vers les principales destinations. Ils fournissent également des services aux principales entreprises de fret aérien, notamment FedEx, DHL, Emery Worldwide, Purolator et Kuehne & Nagel.

Le Canada atlantique devance de loin toutes les autres régions quant à l'accès maritime. Il est avantagé par rapport au reste de l'Amérique du Nord puisqu'on y trouve des ports en eau profonde ouverts toute l'année; la région est ainsi à deux jours de moins de l'Europe que tout autre port de la côte est.

Les chemins de fer ont longtemps été la base du système de transport du Canada. À ce titre, près de 270 millions de tonnes de marchandises sont acheminées chaque année par les chemins de fer. Au Canada atlantique, la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN) et de courtes lignes de chemin de fer dominant le service ferroviaire et ont un contact direct avec les États-Unis.

Services intermodaux

Le secteur du transport au Canada atlantique bénéficie depuis longtemps de la collaboration entre ses divers segments assurant un transit intermodal sans discontinuité tout au long du processus d'expédition. En outre, les nouvelles technologies et les améliorations apportées à l'infrastructure rehaussent continuellement le service intermodal, ce qui garantit que l'expédition depuis le Canada atlantique se compare avantageusement aux services offerts ailleurs dans le monde.

Tarifs

L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) contribue à faciliter l'expédition intégrée et en franchise de tous les biens et services depuis le Canada atlantique à destination de plus de 430 millions de consommateurs au Canada, aux États-Unis et au Mexique.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le Canada est reconnu en tant que chef de file partout dans le monde en ce qui concerne le développement et le déploiement des télécommunications. Le vaste territoire du pays (le Canada est le deuxième plus grand pays du monde) et sa population relativement faible et très dispersée (un peu plus de 32 millions de personnes) sont à la base de la croissance de son réseau national.

L'infrastructure des télécommunications au Canada et la tarification du service sont concurrentielles à l'échelle mondiale. Parmi les principaux fournisseurs de service au Canada figurent les sociétés Bell, Telus, Allstream, Rogers, Group Telecom, Sprint Canada et Aliant, qui offrent toutes des services de transmission de la voix et des données, l'accès à Internet et les communications sans fil à la grandeur du pays.

Réglementation

Au Canada, le secteur des télécommunications est régi par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), un organisme fédéral dont le mandat consiste à s'assurer que l'ensemble de la population canadienne a accès à des services de télécommunications à la fois fiables et abordables.

La déréglementation progressive de ce secteur au cours des dernières années a créé un environnement plus concurrentiel. Cette évolution a entraîné une amélioration du service et une réduction substantielle des frais d'interurbain et des frais d'accès à Internet dans la région.

Canada atlantique

Au Canada atlantique, les entreprises de télécommunications offrent une gamme complète de services. Le principal exploitant est Aliant Telecom, une filiale de Bell Canada. Les sociétés Allstream et Sprint Canada occupent également une place importante dans la région.

Le service de téléphonie cellulaire numérique est accessible sur 90 % du territoire du Canada atlantique alors que des tours de télécommunication analogique assurent le service dans la plupart des régions éloignées.

ÉNERGIE STABLE ET ÉCONOMIQUE

Électricité

L'électricité constitue une source d'énergie abondante, fiable et relativement peu coûteuse au Canada atlantique. Grâce à ses centrales hydroélectriques, nucléaires, au charbon, au diesel, à l'orimulsion, éoliennes et au gaz naturel, la région se démarque par l'un des plus forts rapports de production d'électricité par personne dans le monde. Les pannes générales ou localisées sont très rares.

La privatisation et la déréglementation ont ouvert de nouvelles possibilités pour les entreprises de Canada atlantique sur le plan énergétique. La région est actuellement servie par cinq entreprises d'électricité. Parmi celles-ci, Nova Scotia Power est une entreprise privée alors que les autres demeurent des services publics.

Selon l'étude *Choix concurrentiels 2004* de KPMG, le Canada atlantique offre l'un des systèmes de production de l'énergie parmi les plus diversifiés et les plus économiques en Amérique du Nord.

UTILISATION D'INTERNET AU FOYER AU CANADA ATLANTIQUE (accès à large bande et commuté)

52 %	Nouveau-Brunswick
55 %	Terre-Neuve-et-Labrador
60 %	Île-du-Prince-Édouard
63 %	Nouvelle-Écosse

source : Industrie Canada, 2004

MILIEU DES AFFAIRES

Coût de l'électricité

Moyenne de 12 exploitants par pays

0,00 \$US par kilowatt-heure

Rang

EUROPE

France	7,2	3
Allemagne	10,2	8
Islande	6,6	2
Italie	10,7	9
Luxembourg	7,5	6
Pays-Bas	15,7	11
Royaume-Uni	7,4	5

AMÉRIQUE DU NORD

Canada	6,3	1
États-Unis	8,1	7

Asie Pacifique

Australie	7,2	4
Japon	14,0	10

source : *Choix concurrentiels – Guide à l'intention des PDG sur les coûts des entreprises à l'échelle internationale, www.competitivealternatives.com*

Le coût de l'électricité au Canada atlantique est parmi les moins élevés des pays du G7 – en moyenne, il est inférieur de 30 % à celui des États-Unis.

source : *Choix concurrentiels – Guide à l'intention des PDG sur les coûts des entreprises à l'échelle internationale, www.competitivealternatives.com*

Gaz naturel

Des gazoducs et des conduites de gaz naturel sont en place en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick. Les distributeurs de gaz naturel sont les sociétés Heritage Gas, en Nouvelle-Écosse et Enbridge Gaz, au Nouveau-Brunswick.

En 2000, une nouvelle réserve importante d'approvisionnement en gaz naturel au large de la Nouvelle-Écosse a été commercialisée par Sable Offshore Energy Inc., qui appartient aux sociétés Exxon Mobil, Shell Canada, Imperial Oil, Emera Inc. et Mosbacher Operating. Le gazoduc principal de gaz naturel de 650 milles qui a été construit à cette fin transporte chaque jour jusqu'à 530 000 millions de BTU vers les marchés au Canada atlantique et en Nouvelle-Angleterre.

On a récemment annoncé des plans pour la construction d'un terminal de gaz naturel liquéfié à Bear Head, en Nouvelle-Écosse, et d'un autre à Saint John, au Nouveau-Brunswick. Ces terminaux, qui seront exploités à compter de 2007, assureront un approvisionnement permanent et aisé au gaz naturel et à l'énergie pour tous les consommateurs de la région, qu'il s'agisse d'entreprises ou de particuliers.

Hydrogène

Depuis quelques années, le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard poursuit la recherche sur l'énergie renouvelable associée à l'hydrogène produite par des éoliennes. Charlottetown pourrait être choisie pour mener à bien un projet de démonstration faisant appel à l'hydrogène pour alimenter des bus-navettes, ainsi qu'un projet de mise en place d'un point de remplissage d'hydrogène.

**PRIX DE L'IMMOBILIER
RAISONNABLE**

Au Canada atlantique, les loyers commerciaux et résidentiels, le prix d'achat et les coûts de construction sont parmi les plus faibles en Amérique du Nord.

Les gouvernements municipaux et provinciaux sont habituellement en mesure de faciliter les projets de construction se rattachant au développement des affaires, et ils sont disposés à le faire. En fait, plusieurs de ces instances disposent de propriétés prézonées et de plans prêts à l'emploi, alors

que des promoteurs, des entrepreneurs et des ouvriers de métier sont disponibles pour réaliser les projets.

Les tableaux qui suivent visent à fournir des renseignements pertinents en qui concerne le secteur immobilier dans plusieurs villes importantes du Canada atlantique.

Il convient de souligner qu'on peut obtenir de plus amples renseignements sur les sites Web de développement économique des provinces ou auprès de leurs bureaux respectifs.

**LE COÛT DE LA VIE
AU CANADA ATLANTIQUE**

Le coût de la vie au Canada atlantique est de 25 à 65 % inférieur à celui des autres grandes régions de l'Amérique du Nord. C'est pourquoi le taux d'accession à la propriété dans cette région est de 74 %, comparativement à 68 % aux États-Unis et à 63 % au Canada dans son ensemble.

Municipalité régionale d'Halifax (Nouvelle-Écosse)

<p>Parcs commerciaux Superficie en acres Superficie bâtie Superficie aménagée/nivelée Superficie d'expansion non bâtie Nombre de parcs</p>	<p>Superficie en acres 7 600 1 900 270 5 430 12</p>															
<p>Usage industriel Bureaux</p>	<p>COÛT PAR ACRE DES SITES BÂTIS Ville S. O. à compter de 350 000 \$ Can Zones environnantes/banlieue 65 340 \$ à 174 240 \$ Can à compter de 220 000 \$ Can</p>															
<p>Loyers moyens demandés (par pied carré-net) Classe A Classe B Classe C Entrepôts</p>	<p>BUREAUX, ENTREPÔTS ET USAGE INDUSTRIEL</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Ville</th> <th>Banlieue</th> <th>Moyenne pondérée</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>16,85 \$ Can</td> <td>14,30 \$ Can</td> <td>15,59 \$ Can</td> </tr> <tr> <td>12,25 \$ Can</td> <td>10,65 \$ Can</td> <td>11,87 \$ Can</td> </tr> <tr> <td>6,50 \$ Can</td> <td>10,25 \$ Can</td> <td>9,06 \$ Can</td> </tr> <tr> <td>S. O.</td> <td>5,85 \$ Can</td> <td>6,25 \$ Can</td> </tr> </tbody> </table>	Ville	Banlieue	Moyenne pondérée	16,85 \$ Can	14,30 \$ Can	15,59 \$ Can	12,25 \$ Can	10,65 \$ Can	11,87 \$ Can	6,50 \$ Can	10,25 \$ Can	9,06 \$ Can	S. O.	5,85 \$ Can	6,25 \$ Can
Ville	Banlieue	Moyenne pondérée														
16,85 \$ Can	14,30 \$ Can	15,59 \$ Can														
12,25 \$ Can	10,65 \$ Can	11,87 \$ Can														
6,50 \$ Can	10,25 \$ Can	9,06 \$ Can														
S. O.	5,85 \$ Can	6,25 \$ Can														
<p>Taux d'inoccupation Classe A Classe B Classe C Total des locaux à bureaux Entrepôts</p>	<table border="1"> <tbody> <tr> <td>9,1 %</td> <td>0,2 %</td> <td>9,7 %</td> </tr> <tr> <td>1,3 %</td> <td>13,6 %</td> <td>11,8 %</td> </tr> <tr> <td>1,8 %</td> <td>22,4 %</td> <td>15,8 %</td> </tr> <tr> <td>9,3 %</td> <td>5,1 %</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	9,1 %	0,2 %	9,7 %	1,3 %	13,6 %	11,8 %	1,8 %	22,4 %	15,8 %	9,3 %	5,1 %				
9,1 %	0,2 %	9,7 %														
1,3 %	13,6 %	11,8 %														
1,8 %	22,4 %	15,8 %														
9,3 %	5,1 %															

source : Colliers International (Atlantic) Inc.

MILIEU DES AFFAIRES

Région du Grand Moncton (Nouveau-Brunswick)

Parcs commerciaux

Superficie en acres	3 860
Superficie bâtie	2 000
Superficie aménagée/nivelée	50
Superficie d'expansion non bâtie	1 800
Nombre de parcs	4

Superficie en acres

3 860
2 000
50
1 800
4

Usage industriel
Bureaux

COÛT PAR ACRE DES SITES BÂTIS

18 000 \$ à 64 000 \$ Can
à compter de 125 000 \$ Can

Loyers moyens demandés

(par pied carré-net)

Classe A
Classe B
Classe C
Entrepôts

BUREAUX, ENTREPÔTS ET USAGE INDUSTRIEL

Ville

15,00 \$ Can
10,00 \$ Can
7,00 \$ Can
4,00 \$ à 5,00 \$ Can

Taux d'inoccupation Bureaux

Classe A
Classe B
Classe C
Total

3,1 %
9,7 %
11,9 %
8,4 %

Usage industriel

Parc industriel de Moncton
Parc industriel Caledonia
Parc industriel de Dieppe
Parc industriel Victory

TOTAL DE L'USAGE INDUSTRIEL

Propriétaire-occupant et cession-bail Cession-bail seulement

6,1 %	15,0 %
6,5 %	11,6 %
3,5 %	16,3 %
8,6 %	14,8 %
5,1 %	14,6 %

source : Colliers International (Atlantic) Inc.

St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)	
Parcs commerciaux	Superficie en acres
Superficie en acres	40
Superficie bâtie	30
Superficie aménagée/nivelée	4
Superficie d'expansion non bâtie	0
Nombre de parcs	2
Usage industriel Bureaux	COÛT PAR ACRE DES SITES BÂTIS
	125 000 \$ à 160 000 \$ Can à compter de 135 000 \$ Can
Loyers moyens demandés (par pied carré-net)	BUREAUX, ENTREPÔTS ET USAGE INDUSTRIEL
Classe A	Ville
Classe B	14,50 \$ Can
Classe C	12,00 \$ Can
Entrepôts	8,00 \$ Can
	5,00 \$ à 7,00 \$ Can
Taux d'inoccupation Bureau	
Classe A	4,0 %
Classe B	20,0 %
Classe C	18,6 %
TOTAL	S. O.

source : Colliers International (Atlantic) Inc.

MILIEU DES AFFAIRES

Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)

Parcs commerciaux

Superficie en acres

Superficie bâtie

Superficie aménagée/nivelée

Superficie d'expansion non bâtie

Nombre de parcs

Superficie en acres

1 596

620

28

948

5

Usage industriel

Bureaux

COÛT PAR ACRE DES SITES BÂTIS

15 000 \$ à 65 000 \$ Can

à compter de 100 000 \$ Can

Loyers moyens demandés

(par pied carré-net)

Classe A, B et C

Entrepôts

BUREAUX, ENTREPÔTS ET USAGE INDUSTRIEL

Ville

10 \$ à 20 \$ Can (loyer brut par année)

5 \$ à 7 \$ Can (loyer net par année)

Nota : À l'Île-du-Prince-Édouard, aucun agent immobilier n'est spécialisé uniquement dans le secteur commercial, et nul ne peut obtenir un permis d'agent immobilier sans être un résident de la province. Cette situation complique la mise à jour de renseignements exacts sur le sujet.

source : Colliers International (Atlantic) Inc.

SYSTÈME FINANCIER

Environ 3 000 organisations assurent les services financiers au Canada. Parmi ces organisations figurent les banques à charte (Banque Royale, CIBC, Banque de Montréal, Banque Scotia, TD Canada Trust, ING), les caisses d'économie, les caisses populaires (habituellement implantées au sein des collectivités francophones), les sociétés de financement et de crédit-bail, de même que les courtiers d'assurance et les maisons de courtage de valeurs. La plupart des grandes banques et des institutions financières offrent leurs services au Canada atlantique.

Les guichets automatiques bancaires et les services bancaires par téléphone ou par Internet sont largement disponibles, et les principales cartes de crédit, par exemple VISA, MasterCard ou AMEX, sont acceptées partout dans la région.

Réglementation

Les banques canadiennes sont régies par la *Loi sur les banques* fédérale. Le bureau du Surintendant des institutions financières surveille les opérations de toutes les banques, sociétés de fiducie et de prêt, caisses d'économies et associations, compagnies d'assurances et gestionnaires de régimes de pension privés, à la fois nationaux ou étrangers, afin d'en garantir la viabilité à long terme. Les organismes de réglementation provinciaux et les organismes d'autoréglementation, par exemple les bourses des valeurs mobilières et l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières régissent les activités des sociétés boursières, des compagnies d'assurances et des sociétés de fiducie.

Depuis 1999, les banques étrangères peuvent exploiter des succursales offrant toutes la gamme des services bancaires et de prêts au Canada. Internet et les autres technologies de pointe permettent à ces sociétés et aux autres institutions bancaires d'établir et d'accroître leur clientèle respective sans avoir à maintenir une présence physique en ouvrant des succursales sur place.

COMPTABILITÉ

Les normes comptables s'appliquant au Canada sont élaborées par l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA). L'ICCA collabore avec des organismes comptables à l'échelle internationale, par exemple la Fédération internationale des comptables et le Conseil international des normes comptables afin de faciliter l'élaboration de normes comptables internationales.

Tous les principaux cabinets d'expertise comptable (Deloitte Touche, KPMG, Ernst & Young, PricewaterhouseCoopers et Grant Thornton LLP), de même qu'un grand nombre de plus petites firmes exercent leurs activités au Canada.

Les entreprises canadiennes font appel aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour préparer leurs états financiers. De la même manière, les cabinets d'expertise comptable les plus importants exécutent les vérifications conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Alors que les principes comptables peuvent varier d'un pays à l'autre, les principes comptables adoptés au Canada, au Royaume-Uni et aux États-Unis sont généralement très semblables. Pour en savoir davantage sur la comptabilité sur le plan national et international, visiter le site www.ifac.org (en anglais seulement).

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (R-D)

L'économie du Canada atlantique se transforme de plus en plus en une économie du savoir.

Le Canada atlantique, qui compte 19 universités et des dizaines d'installations et d'établissements de recherche de pointe, est de plus en plus reconnu en tant que centre de recherche et développement de calibre mondial.

Les guichets automatiques bancaires (GAB) sont largement utilisés au Canada. En fait, les Canadiens se classent parmi les utilisateurs les plus fréquents de GAB dans le monde.

Le Canada atlantique, qui compte 19 universités et des dizaines d'installations et d'établissements de recherche de pointe, est de plus en plus reconnu en tant que centre de recherche et développement de calibre mondial.

Afin de favoriser cette évolution, les trois paliers d'administration publique cherchent à nouer des partenariats avec le secteur privé, les universités et d'autres établissements de recherche afin de promouvoir les perspectives et les progrès en ce qui touche à la recherche-développement (R-D).

Le gouvernement offre des dégrèvements d'impôt, des programmes de financement et de prêt destinés spécifiquement à l'innovation, alors que les universités fournissent de plus en plus de financement et de ressources afin de stimuler la R-D. Le capital de risque devient plus largement disponible dans la région. Mettant à profit ces mesures de stimulation et de soutien, le secteur privé se consacre de plus en plus à la R-D.

Stimulants sous forme de dégrèvement d'impôt pour la R-D

Les entreprises ont droit à une déduction fiscale complète (plutôt qu'à une déduction étalée sur plusieurs années) pour les dépenses d'investissement en R-D admissibles au Canada. Les dépenses en R-D engagées au cours de l'année sont déductibles en tout ou en partie au cours de la même année. Tout montant non déduit peut être reporté indéfiniment.

Le gouvernement du Canada appuie la R-D par l'entremise de déductions fiscales et de crédits d'impôt à l'investissement. Pour de plus amples renseignements à ce sujet, consulter le site www.investincanada.com.

Les gouvernements de Terre-Neuve-et-Labrador, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse offrent des dégrèvements d'impôt aux entreprises qui entreprennent des projets de R-D sur leur territoire. Pour en savoir davantage sur les programmes particuliers de chaque province, consulter les sites suivants :

- www.newbrunswick.ca/francais.html
- www.nlbusiness.ca
- www.novascotiabusiness.com
- www.investpei.ca

Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA)

L'APECA accorde des prêts à remboursement conditionnel s'appliquant à des projets se rattachant à l'innovation. Pour de plus amples renseignements, consulter le site www.apeca-acoa.gc.ca.

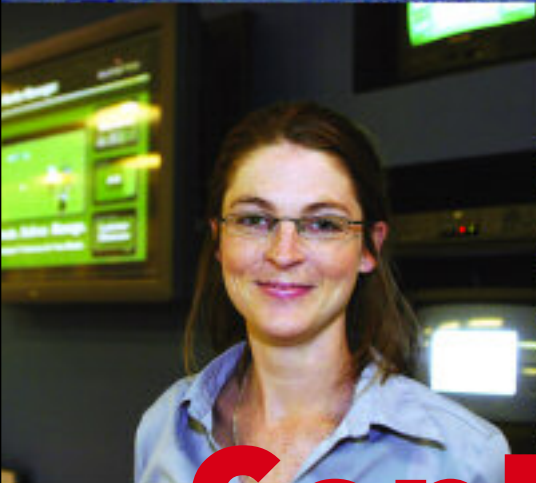
Conseil national de recherches du Canada (CNRC)

Le CNRC, qui exploite trois centres d'excellence au Canada atlantique – biosciences marines (Nouvelle-Écosse); technologie de l'information (Nouveau-Brunswick) et dynamique marine (Terre-Neuve-et-Labrador) – est le principal organisme de recherche en science et en technologie du gouvernement canadien dans la région. Le CNRC stimule régulièrement la R-D en nouant des partenariats avec le secteur privé, les universités, les établissements de recherche et les différents paliers de gouvernement.

Le Programme d'aide à la recherche industrielle (PARI) du CNRC est un programme de financement qui encourage les petites et moyennes entreprises à développer ou à mettre en œuvre les nouvelles technologies, et les appuie dans leur démarche. Pour en savoir davantage au sujet du CNRC, consulter le site : www.cnrc-nrc.gc.ca/main_f.html.

Crédits d'impôt à l'investissement

Les dépenses en R-D engagées au Canada sont admissibles à des crédits d'impôt à l'investissement. Ces crédits représentent de 20 % à 35 % des dépenses en R-D, selon la nature de la déduction. Chaque dollar de crédit d'impôt à la R-D réduit d'autant l'impôt fédéral à payer.



Contacts

d'affaires

Contacts

d'affaires

Agence de promotion économique du Canada atlantique

www.apeca-acoa.gc.ca

(investissement, démarrage d'entreprise, expansion ou modernisation)

Siège social	Renseignements généraux : (506) 851-2271 Télécopieur : (506) 851-7403 Téléphone sans frais : 1 800 561-7862
Nouveau-Brunswick	Renseignements généraux : (506) 452-3184 Télécopieur : (506) 452-3285 Téléphone sans frais : 1 800 561-4030
Terre-Neuve-et-Labrador	Renseignements généraux : (709) 772-2751 Télécopieur : (709) 772-2712 Téléphone sans frais : 1 800 668-1010
Nouvelle-Écosse	Renseignements généraux : (902) 426-6743 Télécopieur : (902) 426-2054 Téléphone sans frais : 1 800 565-1228
Cap-Breton	Renseignements généraux : (902) 564-3600 Télécopieur : (902) 564-3825 Téléphone sans frais : 1 800 705-3926
Île-du-Prince-Édouard	Renseignements généraux : (902) 566-7492 Télécopieur : (902) 566-7098 Téléphone sans frais : 1 800 871-2596

CONTACTS D'AFFAIRES

RÉPERTOIRE DU DÉVELOPPEMENT DES AFFAIRES DES PROVINCES

Nouveau-Brunswick
www.newbrunswick.ca/francais.html
Entreprises Nouveau-Brunswick

Renseignements généraux : (506) 444-5228
Télécopieur : (506) 453-5428
Téléphone sans frais : 1 800 665-1800

Terre-Neuve-et-Labrador
www.nlbusiness.ca
Innovation, Commerce et
développement rural

Renseignements généraux : (709) 729-7000
Télécopieur : (709) 729-0654
Téléphone sans frais : 1 800 668-1010

Nouvelle-Écosse
www.novascotiabusines.com
Nova Scotia Business Inc.

Renseignements généraux : (902) 424-6650
Téléphone sans frais : 1 877 297-2124 (en Nouvelle-Écosse)
Téléphone sans frais : 1 800 260-6682 (en Amérique du Nord)

Investir à l'Î.-P.-É.
[http://www.investpei.com/
index.php3?indexL=F](http://www.investpei.com/index.php3?indexL=F)

Renseignements généraux : (902) 569-7538
Télécopieur : (902) 368-6301
Téléphone sans frais : 1 866 822-5500

COMMISSIONS PROVINCIALES DES RELATIONS DU TRAVAIL

Nouveau-Brunswick
<http://www.gnb.ca/0308/0001f.htm>

Commission du travail et de l'emploi
Renseignements généraux : (506) 453-3902
Télécopieur : (506) 453-3806
Téléphone sans frais : 1 888 452-2687

Terre-Neuve-et-Labrador
www.gov.nf.ca/lrb

Labour Relations Board
Renseignements généraux : (709) 729-2707
Télécopieur : (709) 729-5738

Nouvelle-Écosse
<http://www.gov.ns.ca/enla/lrb/>

Labour Relations Board
Renseignements généraux : (902) 424-4311
Télécopieur : (902) 424-0648
Téléphone sans frais : 1 888 315-0110

Île-du-Prince-Édouard
[www.gov.pe.ca/commcu/
lair-info/index.php3](http://www.gov.pe.ca/commcu/lair-info/index.php3)

Labour Relations Board
Renseignements généraux : (902) 368-5550
Télécopieur : (902) 368-5476
Téléphone sans frais : 1 800 333-4362

AUTRES RESSOURCES

**Chambres de commerce
des provinces de l'Atlantique**
www.apcc.ca

Renseignements généraux : (506) 857-3980
Télécopieur : (506) 859-6131

Industrie Canada
www.ic.gc.ca

Téléphone sans frais (au Canada seulement) : 1 800 328-6189
Ligne directe : (613) 954-5031

Investir au Canada
www.investincanada.gc.ca

**Centres de services aux
entreprises du Canada**
www.cbcs.org

Nouveau-Brunswick
Téléphone sans frais : 1 800 668-1010
Ligne directe : (506) 444-6140

Terre-Neuve-et-Labrador
Téléphone sans frais : 1 800 668-1010
Ligne directe : (709) 772-6022

Nouvelle-Écosse
Téléphone sans frais : 1 800 668-1010
Ligne directe : (902) 426-8604

Île-du-Prince-Édouard
Téléphone sans frais : 1 800 668-1010
Ligne directe : (902) 368-0771



À l'APECA, nous croyons qu'un environnement sain est essentiel au développement d'une économie durable, forte et croissante. Nous voulons protéger l'environnement de la région en faisant la promotion des entreprises et des communautés durables au Canada Atlantique et en donnant l'exemple par la gestion écologique des activités même de l'APECA.



Agence de promotion économique du Canada atlantique

Case postale 6051
644, rue Main
Moncton (Nouveau-Brunswick) E1C 9J8
CANADA

Téléphone : (506) 851-2573

Sans Frais : 1 800 561-7862
(Au Canada et aux É.-U.)

Fax : (506) 851-7403

Internet : www.apeca.gc.ca/investir

Courriel : invest@acoa-apeca.gc.ca

Numéro de catalogue : C89-4/96-2005F

ISBN : 0-662-33156-7

ACOA : 2005-12

Imprimé au Canada 